

Militant

Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. Jean Jaurès
Numéro 25 du 5 décembre 2010

Sommaire :

- Vive la grève sauvage des contrôleurs aériens espagnols et catalans !
- Ils veulent tirer, ils veulent censurer.
- Islande : à savoir !
- Il neige.
- Cantona.
- Cela va se décider *avant* 2012.
- Communiqué de presse du Comité National d'Action laïque.
- Communiqué du Collectif pour la promotion et la défense de l'école publique de proximité.
- Appel de l'UGTG au mouvement ouvrier et démocratique.
- Débat : La solitude des élus municipaux, par JF Chalot.
- Antoine Thivel : Notre camarade Antoine Thivel, par Raymond Debord ; Hommage de l'ADLPF, par Denis Pelletier ; A propos du legs intellectuel d'Antoine Thivel, par Vincent Présumey.
- Claire Villiers : Hommages de la Fondation Copernic et du SNUTEFI-FSU.

* * *

A nos lecteurs : nous reviendrons dans la prochaine lettre sur la situation en Côte-d'Ivoire.

Vive la grève sauvage des contrôleurs aériens espagnols et catalans !

Les 2300 contrôleurs aériens espagnols et catalans se sont mis en grève par surprise vendredi soir, contre la baisse de la rémunération de leurs heures supplémentaires et la suppression du droit au départ en pré-retraite à 52 ans, mesures préparatoires à la privatisation générale des transports aériens en Espagne voulue par le patronat et le gouvernement Zapatero pour rembourser la dette soi-disant "publique" et conjurer la crise financière ouverte de l'État

espagnol et donc de la zone euro, qui s'annonce de toute façon.

Les contrôleurs aériens ont choisi la surprise et la suite a montré qu'ils avaient eu raison : toute grève annoncée légalement à l'avance aurait été empêchée par un dispositif de guerre.

Dés que la grève a commencé, Zapatero, le premier ministre PSOE, a annoncé l'état de guerre, pour la première fois dans l'histoire de l'Espagne "démocratique", annonce ratifiée par Sa Majesté le Roi depuis l'Argentine où il était en voyage aux frais des contribuables. Le contrôle aérien, au mépris de toutes les règles de sécurité envers les voyageurs au nom desquelles cette agression étatique avait lieu, est passé à l'armée et les contrôleurs ont été menacés par la justice militaire : licenciements, années de prison ...

Les contrôleurs, qui soupçonnaient que ceci se produirait, ayant réussi leur "coup" (espace aérien fermé, 300.000 voyageurs au sol au moment d'un congé de 5 jours, matchs de foot annulés) ont alors repris progressivement le travail.

Une campagne hystérique de haine a été, de manière synchronisée, déclenchée par toute la presse, les présentant comme des privilégiés, censurant les manifestations de compréhension parmi certains voyageurs et mettant en valeur les appels aux licenciement lancés par les patrons et les imbéciles qui n'ont pas conscience de pouvoir voyager uniquement parce qu'il y a des techniciens compétents qui assurent leur sécurité.

Les contrôleurs aériens ont des salaires parmi les plus élevés de la classe ouvrière en raison de leur qualification qui les rend à peu près irremplaçables. Leur combat a été mené au compte de toute la classe ouvrière, contre les baisses de salaires dans la fonction publique et dans les entreprises, contre la politique annoncée de Zapatero. N'oublions jamais que la régression mondiale des conditions de vie et de travail, de la culture et de la civilisation, appelée "mondialisation" ou "néolibéralisme", a commencé avec la casse d'une grève des contrôleurs aériens américains par Reagan en 1981.

C'est un avertissement pour la classe ouvrière de toute l'Europe. Le "socialiste" Zapatero, appliquant les directives de la Commission européenne et du FMI présidé par M. Strauss-Kahn, était prêt à envoyer l'armée, à emprisonner et licencier des centaines de techniciens qualifiés faisant la preuve par leur grève de leur caractère indispensable à la vie sociale et à la production. Zapatero était prêt, avec le roi, à un coup militaire contre les grévistes, dans la tradition de l'armée et de l'État franquistes. Par la campagne de haine, ils préparaient déjà les coups de feu contre les grévistes. Voilà ce que c'est que la politique du FMI, de l'Union européenne et de la "dette publique". Voilà ce qu'est devenu le "socialisme moderne" à la Zapatero-DSK. N'oublions jamais, et organisons-nous.

* * * *

Ils veulent tirer, ils veulent censurer ...

Zapatero veut envoyer l'armée contre les grévistes. En France, un certain Besson Éric a innové cette semaine. On peut penser ce que l'on veut des "révélations" de Wikileaks, qui ne sont pas bouleversantes pour quiconque suit sérieusement le développement réel de la lutte des classes dans le monde. Mais une chose est indiscutable : la transparence totale en matière diplomatique est une exigence démocratique et révolutionnaire de base, qui a d'ailleurs toute une histoire. Tous les "penseurs" fumeux qui disent que la transparence en ce domaine (le confondant avec la vie privée !) serait du "totalitarisme" se dénoncent par là même comme des mafieux complices des politiques de l'ombre, des coups fourrés et des embrouilles barbouzardes, n'est-ce pas Mister Védrines... Donc, le sieur Besson veut interdire Wikileaks en France. Il se prend pour Hu Jintao. Il introduit par là même la volonté de censure du net.

C'est là un précédent très important. Comme les menaces militaires de Zapatero, c'est un signe des affrontements qui se préparent. Ni l'Habeas corpus, ni la sécurité des citoyens, ni le droit à la vie, ni la liberté d'expression, ne sont à l'abri de la perpétuation du capitalisme et des exigences meurtrières et liberticides du "remboursement de la dette publique" !

* * * *

Islande : à savoir !

Le 23 novembre dernier, les Islandais ont élu un assemblée constituante d'une trentaine de députés. Aucune personne déjà élue ne pouvait se présenter et l'assemblée doit rédiger une constitution sur la base d'un texte préparatoire élaboré par un conseil de 1000 citoyens tirés au sort.

Nous avons là probablement le cas le plus avancé de pratique démocratique réelle à l'échelle mondiale aujourd'hui !

C'est sans doute pour ça que nos médias ne nous en soufflent mot. Cela dit, ce n'est pas une assemblée pleinement souveraine puisque l'État capitaliste est toujours en place en Islande et peut donc avoir le dernier mot. Seule une assemblée révolutionnaire peut être une assemblée souveraine.

Il n'empêche que l'existence même de la présente assemblée est le résultat d'évènements de nature révolutionnaire. Suite à la crise financière, le peuple islandais manifestant contre le pouvoir a imposé des élections anticipées et mis au pouvoir une coalition des partis de gauche issus du mouvement ouvrier, et il a encore imposé à ceux-ci un référendum, ce printemps, contre le remboursement d'une partie de la dette soit-disant publique, victorieux à 93 % !

L'Islande n'avait pas de constitution depuis son indépendance envers le Danemark. L'élection de la présente constituante est un sous-produit de cette vague sociale et démocratique qui annonce ce qu'il nous faudrait faire sur le continent européen.

On comprend qu'on ne nous parle de l'Islande que pour dénoncer un brave volcan aussi gênant pour la circulation du capital qu'un contrôleur aérien espagnol gréviste !

* * * *

Il neige.

Il neige, c'est normal en décembre.

Il neige, et l'économie capitaliste des flux tendus ne le supporte pas !

C'est donc très dangereux.

D'abord, le "phénomène neigeux" actuel consiste dans une fluctuation rapide d'air froid venu du Nord : au lieu d'avoir des "vrais hivers" longs et normalement froids, le réchauffement global causé par la combustion capitaliste des hydrocarbures produit ces accès répétés de quelques jours en quoi consistent maintenant nos hivers, n'en déplaise au saint patron des obscurantistes récemment entarté, M. Allègre.

Ensuite, dans toute société normalement constituée, quand il fait trop froid ou trop chaud, on arrête tout et on s'amuse. Mais pas dans la notre: le capital doit continuer à circuler, s'il ne circule pas il perd de la valeur. Donc faut aller au boulot coûte que coûte, risquer de se faire virer ou sucrer un jour de salaire et/ou risquer sa vie sur le verglas. Pure folie !

De plus, la décentralisation, la réforme de l'État et la RGPP ("Révision Générale des Politiques Publiques") ont démantelé l'Équipement et réduit les moyens publics de déneigement.

L'État se trouve des alibis sécuritaires et écologiques. Au nom de la sécurité, les préfets suppriment les transports scolaires ... conduisant des milliers de familles à prendre leurs voitures ! Au nom de l'écologie, "on" décide que les autoroutes ne seront déneigées que sur une voie.

L'ordre capitaliste renonce à enlever la neige mais demande quand même aux salariés de foncer dedans, en voiture. Ce n'est pas une image, c'est la réalité, qui résume le monde actuel.

* * * *

Cantona.

Éric Cantona appelle à enlever nos sous des banques. Miss Lagarde et tous les

biens pensants, pisse-vinaigres et autre fesses-Mathieu de l'ordre établi le trouvent très vilain et très irresponsable.

Bien sûr, le système capitaliste ne repose pas principalement sur nos sous dans les banques, mais sur l'obligation qui nous est faite de vendre notre force de travail pour vivre. C'est pourquoi toute lutte victorieuse contre lui commence par la lutte des salariés, actifs, mais aussi chômeurs, retraités ou en formation, en tant que salariés, qui devient dans son auto-développement une lutte politique contre le salariat.

Mais Cantona a mis le doigt là où ça fait mal : en effet, on nous fait croire que ce sont les banques qui prêtent leur argent, alors que c'est nous qui prêtons aux banques, et maintenant il faudrait leur rembourser ce qu'on leur a prêté et que l'on appelle "dette publique", "déficits", et ainsi de suite !

Tel un contrôleur aérien espagnol, l'appel de Cantona est un signe avant-coureur des forces qui cherchent à se regrouper dans la société, pour assurer l'avenir à nos enfants.

* * * *

Cela va se décider *avant* 2012.

En France, on voudrait nous faire rentrer dans la tête ceci : l'affrontement principal ne serait pas devant nous, il n'y aurait plus qu'à se laisser aller jusqu'aux présidentielles de 2012.

Ceci suppose de passer sous la table la leçon principale des mois de septembre et octobre 2010 : que si nous n'avons pas gagné c'est *uniquement* parce que les directions syndicales nationales voulaient préserver Sarkozy, et l'ont préservé, parce qu'il est le président, la clef de voûte de l'État capitaliste en France.

Les autres facteurs de difficultés -faible syndicalisation dans le privé, fatigue des enseignants ou des tramainots à refaire les grévistes sur commande par procuration ...- n'ont joué qu'en fonction de cette question *politique*.

La vague habituelle d'analyse sociologique qui sort maintenant fait l'impasse la plupart du temps sur cette question, et disons-le, elle est là pour ça. Des articles -par ailleurs intéressants- dans le *Monde diplomatique* de décembre, et l'interview du "Monsieur Retraites" de la CGT sur Mediapart, Éric Aubin, développent une idée "originale" : les militants auraient mal su s'y prendre, les dirigeants n'y étant, eux, pour rien.

Nous avons déjà pointé ici même les faiblesses de la conscience des militants

qui, vivant ces évènements avec les lunettes de 1995 et de 2003, se sont laissés facilement bernés par les mirages de la "grève reconductible" par secteurs, confondue trop facilement avec la grève marchante pour imposer la grève générale, ou des "interpro" pas toujours majoritaires et représentatives. Mais ces faiblesses ne sont telles que parce qu'elles ont rendu difficile la construction d'une perspective d'action unie et centralisée précisément au moment où les directions nationales n'en voulaient pas. Ce sont des faiblesses politiques, dont l'analyse et la solution relèvent de la discussion et de l'organisation politique et non pas de la "sociologie de la conflictualité".

Ce débat est important pour une raison, politique elle aussi : non, cet affrontement n'est pas le dernier avant les présidentielles !

Les états-majors semblent se conjuguer pour faire comme si les présidentielles, c'était maintenant.

Ségolène Royal en annonçant sa candidature aux primaires que le PS est censé organiser ... dans un an, a donné le tempo : maintenant, ne plus parler que des présidentielles. Au passage, elle a donné le contenu de sa politique : son premier ministre serait DSK. DSK c'est le FMI, c'est l'armée contre les grévistes en Espagne, c'est le "remboursement de la dette publique". En aucun cas, DSK ne peut être une alternative, ni aucune politique équivalente à ce qu'il représente définitivement.

La gauche du PS s'est prise toute seule au piège du soutien implicite à une candidature Aubry, alors que les évènements de septembre-octobre l'ont contrainte à se démarquer de la ligne de la hausse du nombre d'annuité (droit à partir en retraite à 60 ans ou pas), majoritaire parmi les dirigeants du PS.

Jean-Luc Mélenchon est posé, par son image, sa posture, sa célébrité, en candidat d'un Front de gauche dont les militants et la base sociale, au delà des questions d'appareils tournant autour du devenir et de la place du PCF, ressent légitimement un certain malaise devant cette "présidentialisation" -certes opérée autour d'un dirigeant politique qui affirme être opposé au présidentielisme ... comme Mitterrand en son temps ! D'où le débat larvé sur une autre candidature, celle d'André Chasseigne, qui, avant d'être investie du rôle de sauveur par une partie de l'appareil du PCF, a une légitimité locale qui risque de mal résister à la présidentialisation-médiatisation propre aux institutions de la V^e République ... Cerise sur la gâteau, si l'on peut dire, LO est en train de boucler la collecte des signatures pour la candidature de Nathalie Artaud.

Bref, les présidentielles seraient maintenant, alors qu'elles ont lieu dans deux ans. Les communiqués de l'intersyndicale CGT-CFDT-UNSA-Solidaires-FSU se situent dans ce cadre. A quoi appellent-ils ? à "interpeller les décideurs" (sic) le 15 décembre avec la "Confédération Européenne des Syndicats" dont l'absence

brille, si l'on peut dire, à l'heure de la grève générale au Portugal, des mouvements de la jeunesse britannique et italienne, des contrôleurs aériens en Espagne et de l'insurrection démocratique en Islande ... Sans oublier le fait de réactualiser le texte intersyndical de janvier 2009, qui demande à Sarkozy d'avoir une "politique de l'emploi" et ne parle en aucun cas de hausse des salaires. Là aussi, même ligne : maintenant, tous dans le tunnel vers 2012 !

Disons clairement deux choses.

Premièrement, le seul bénéficiaire de cette politique est Sarkozy, au plus bas de sa "popularité", confronté à des affaires d'État redoublées, mais qui s'apprête à attaquer de manière fondamentale la Sécurité sociale à travers l'opération "dépendance". La logique de la V^e République (indépendamment de ses appétits personnels) le pousse à se représenter en 2012 (tous les présidents qui l'ont pu se sont, dans ce régime, présentés deux fois), ou pousse Fillon à devenir son clone pour en faire autant. La logique de la démocratie et du combat social pousse à leur élimination.

Deuxièmement, ça ne marchera pas. Il va y avoir, au niveau européen, rebondissement, affrontement, avant 2012. Les irréalistes sont ceux qui veulent l'ignorer. Citons pour conclure un réaliste, notre ami Jean-François Claudon de l'*Offensive Socialiste*, <http://offensivesocialiste.wordpress.com/> (le passage souligné l'est pas nous) :

"Dans cette situation complexe où le mouvement social a perdu une bataille, mais où l'état-major d'en face se délite après cette victoire à la Pyrrhus, que faire ? La véritable réponse, débarrassée de toute considération tactique et autres oripeaux politiques, est en réalité claire comme de l'eau de roche. Il faut le mettre à la porte. Et le plus tôt sera le mieux."

*"Un seul mot d'ordre : **pas de collaboration avec ce pouvoir en sursis !** Nos syndicats doivent préparer la bataille ! La gauche doit d'unir sur un programme de transformation sociale discuté démocratiquement ! Les crapules de Neuilly tremblent à l'idée que cette orientation devienne majoritaire dans les rangs du salariat ; alors, pour une fois, donnons leur raison..."*

* * * *

Communiqué de Presse du Comité National d'Action Laïque.

Le sénateur Carle : « ange gardien » de l'École privée

Le sénateur Carle est un récidiviste. Il s'était déjà illustré avec une loi imposant aux maires de financer la scolarité des élèves de leur commune que leurs parents choisissent d'inscrire dans une école privée hors commune. Il poursuit aujourd'hui son travail de

sape de l'École publique en faisant adopter par le Sénat une rallonge budgétaire de 4 millions d'euros en faveur de l'enseignement privé. Cerise sur le gâteau, cette manne est puisée sur des crédits prévus pour l'École publique.

Au moment où l'on contraint l'École de la République à des sacrifices destructeurs, cette démarche est proprement indécente et injuste. Elle l'est d'autant plus qu'une nouvelle fois, dans le budget 2011, le privé ne supporte que 10 % des suppressions d'emplois alors qu'il représente 17 % des effectifs scolarisés. Il est donc considérablement épargné. Mais cela ne suffit visiblement pas au sénateur Carle qui souhaite, sans vergogne, «compenser» les suppressions prévues en faisant voter cette obole de 4 millions.

Pour le CNAL, cette nouvelle offrande est une provocation inacceptable. Il appelle les parlementaires à soutenir sans ambages l'École de la République en rétablissant les crédits qui lui étaient alloués.

Paris, le 2 décembre 2010

Christiane Allain (FCPE) – Présidente du CNAL pour 2010-2011

Laurent Escure - Secrétaire général du CNAL

* * * *

Communiqué du Collectif pour la promotion et la défense de l'école publique de proximité.

Des maires ruraux réagissent devant le décret d'application de la loi Carle du 11 novembre 2010 passé inaperçu !

En 2004, l'article 89 avait déclenché un tollé chez les maires ruraux. Il obligeait les communes de résidence, même si elles avaient une école sur leur territoire à financer la scolarisation des élèves dans des écoles privées et publiques hors commune.

Cela revenait à « les faire payer pour tuer leur propre école publique ». Devant une levée de boucliers des maires, une loi dite « d'apaisement » (loi Carle) indiquait que les communes ne devaient financer que si elle n'avait pas d'école publique sur leur territoire.

Que se passe-t-il donc quand selon la politique de regroupement et à l'instigation des autorités académiques, les communes se sont entendues pour créer des RPI (regroupement pédagogique intercommunal), notamment des RPI déconcentrés, les communes se partageant les différents niveaux de classes?

Logiquement, c'est la capacité d'accueil du RPI qui devrait être prise en compte et non la seule capacité d'accueil de la commune. Mais un décret d'application sorti le 11 novembre 2010 précise autrement cette notion de capacité d'accueil, ne retenant que les regroupements liés à une structure intercommunale ayant pris la compétence scolaire

(cette compétence échappant dès lors aux communes). Or actuellement, très peu d'intercommunalités ont pris cette compétence tant les communes restent fortement attachées à leur école communale.

Conséquence de fait, ce décret a une double fonction :

- il oblige les communes de résidence à financer les écoles privées des communes d'accueil
- il pousse ces communes à abandonner leur compétence scolaire à l'Intercommunalité et à mettre en place la politique Darcos d'une école par communauté de communes (projet d'EPEP ex projet Darcos 2003 à 30 classes, 700 élèves).

* * * *

Appel de l'UGTG au mouvement ouvrier et démocratique.

Chers camarades, chers amis,

Le 18 Novembre 1985, Charles-Henri SALIN, jeune lycéen Guadeloupéen est abattu d'une rafale de pistolet mitrailleur par le gendarme Michel MAAS. L'enquête fut constamment entravée par les services de l'État, le procès délocalisé à Paris, et l'assassin – entre temps promu adjudant - fût acquitté. Ce 18 Novembre 2010, les travailleurs et le Peuple de Guadeloupe se sont rappelés de Charles Henri, innocente victime de la barbarie de la répression coloniale.

Aujourd'hui, cette répression prend d'autres formes mais l'objectif reste le même : terroriser la jeunesse, faire peur à ceux qui osent dire NON, condamner tous ceux qui osent lever la tête.

La justice française poursuit donc sa vendetta contre le Mouvement Ouvrier Guadeloupéen et singulièrement contre les militants de notre Centrale UGTG (Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe). Depuis plusieurs mois, l'appareil répressif de l'État français a décidé d'éliminer toutes contestations sociales en Guadeloupe ; convocations et procès remettant en cause les libertés fondamentales et singulièrement le droit de revendiquer et de se battre pour ses revendications se multiplient.

Notre camarade Raymond GAUTHIEROT, ancien Secrétaire Général de l'UGTG a été condamné au mois de janvier dernier à 3 mois de prison ferme, assortis d'amendes.

Ce sont aussi cinq dirigeants de notre organisation qui aujourd'hui font l'objet de convocation par la gendarmerie et de poursuites devant les tribunaux pour refus de se soumettre aux prélèvements ADN dont Charly LENDO, actuel Secrétaire Général Adjoint de l'UGTG et Secrétaire Général de la Branche Hôtellerie Restauration (UTHTR-UGTG).

L'alliance État – Patrons – Élus fonctionne à plein régime pour diaboliser l'action syndicale et tenter de nous faire taire, car nous ne cessons de lutter notamment pour le

respect des Accords du 26 février et du 04 mars 2009 obtenus grâce au LKP.

La Ministre de l'Outre-mer, le Préfet de Guadeloupe, le Président du Conseil Général et du Conseil Régional, à la demande du Gouvernement, refusent de réunir la commission de suivi des Accords du 04 mars prévue à l'article 165 du protocole. Ils se sont mis d'accord pour nier l'existence du LKP, pour nier leur signature et en définitive relancer la pwofitasyon en Guadeloupe.

La presse est placée sous contrôle. Depuis plusieurs semaines, la radio, la télé publique et le seul quotidien de Guadeloupe ne publient aucune information en provenance du LKP et ne se présentent plus aux conférences de presse du Liyannaj Kont Pwofitasyon.

Nombre de services de l'État comme la Direction régionale de la répression des fraudes, l'Université Antilles-Guyane..., ont reçu l'ordre de la préfecture de Guadeloupe de ne pas recevoir le LKP ni répondre à aucun de ses courriers. Et bien entendu, devant l'acharnement des Travailleurs et du Peuple de Guadeloupe à poursuivre la lutte pour exiger le respect et l'application de tous les accords, l'État a décidé de réprimer.

Quelques exemples :

Après un faux procès le Mardi 14 Septembre, où l'ensemble de la salle (y compris la prévenue) fut évacuée à la demande du président qui refusa à cette camarade le droit légitime de s'exprimer en créole, la déléguée syndicale de l'UGTG est condamnée à 1 mois de prison avec sursis et plus de 10 000 euros d'amendes par la Cour d'Appel de Basse-Terre. Alors qu'elle n'a pas pu se défendre, car ayant été elle-même trainée hors du tribunal en cours d'audience ; et que son avocat n'a pu plaider, ayant été victime d'un malaise suite à l'intervention des gendarmes.

Aujourd'hui encore, ce ne sont pas moins 9 militants de l'UTHTR-UGTG, Syndicat de l'Hôtellerie et de la Restauration, affilié à l'UGTG, qui sont convoqués du 7 au 10 décembre 2010 devant un juge d'instruction pour leur « éventuelle » mise en examen pour homicide indirect, blessures indirectes, mise en danger de la vie d'autrui et entrave à la liberté de la circulation. La justice française veut les rendre responsables, singulièrement Charly LENDO, de la mort accidentelle d'un jeune cyclomotoriste en février 2009.

Dans le même temps, un des avocats de l'UGTG, Maître Sarah ARISTIDE, qui est l'objet de menaces, d'intimidations et d'agressions, est sauvagement molesté par des gendarmes le 22 octobre ; alors qu'elle tente de rentrer dans le palais de justice pour assurer la défense de Charly LENDO. Cette agression a entraîné une interruption de travail. Une plainte a été déposée par l'avocate, et une motion de solidarité adoptée par le Barreau de l'Ordre des avocats de Guadeloupe qui s'est constitué partie civile.

Ces jours-ci, Charly LENDO est à nouveau convoqué devant les tribunaux, toujours à la demande des patrons de l'hôtellerie.

Chers camarades, chers amis, vous l'avez compris, il s'agit pour l'État colonial français, à la solde du grand patronat, de prendre sa revanche sur la fabuleuse lutte que nous menons en Guadeloupe et de chercher ainsi à éliminer le LKP en s'attaquant directement aux organisations qui le composent.

Vous l'aurez compris, il s'agit de terroriser les militants et dirigeants de l'UGTG ; particulièrement ceux de l'hôtellerie, et en premier lieu Charly LENDO pour supprimer notamment la Convention Collective de Guadeloupe, plus avantageuse que celle dite nationale, et permettre ainsi aux escrocs de la défiscalisation de continuer à sévir dans ce secteur. Mais il s'agit surtout, plus largement, de détruire le LKP, d'éradiquer cet outil, création des Travailleurs et du Peuple de Guadeloupe, fer de lance de la contestation contre toute pwofitasyon.

Chers Camarades, chers amis,

Au nom de la solidarité ouvrière internationale, au nom de la démocratie, au nom du droit des Travailleurs de Guadeloupe et de leurs organisations syndicales luttant pour leurs légitimes revendications, nous faisons appel à votre soutien.

Recevez, chers camarades, chers amis, nos salutations militantes.

Le Secrétaire Général

Elie DOMOTA

UGTG Rue Paul Lacavé – Assainissement – 97110 POINTE.A.PITRE

Tél : 05.90.83.10.07 Fax : 05.90.89.08.70 E-mail : ugtg@wanadoo.fr

* * * *

Débat.

La solitude des élus municipaux

Autrefois les militants communistes avaient des réseaux puissants dans les quartiers avec de nombreuses associations, des pionniers de France à l'Union des vieux de France. Les socialistes n'ont pas été en reste avec les associations de consommateurs ou les clubs Léo Lagrange....

Tout ceci est du passé.... Malheureusement. Ne risque t-on pas d'avoir des élus complètement coupés de la base ? La vie des élus n'est pas une sinécure et pourquoi s'usent...Ne devraient-ils pas se ressourcer en continuant à militer au local, avec les gens....

En milieu urbain, les équipes municipales sont construites autour des partis politiques, qu'il s'agisse de l'émanation des partis, de la construction voulue par la tête de liste ou d'un panachage entre les deux.

Les élus sont parfois issus du milieu associatif et très souvent, une fois installés dans leur fonction, ils se consacrent totalement à leur mandat municipal,

abandonnant leur engagement antérieur....

Alors qu'avant la fin des 30 glorieuses, si les élus n'avaient plus d'implication sociale et associative, les partis de gauche étaient, eux, bien enserrés dans le tissu local, au sein des associations de parents d'élèves, de consommateurs ou de locataires ou dans les centres sociaux ou culturels de la ville.

Aujourd'hui tout cela est terminé ou presque, les militants encartés se contentent généralement de participer plus ou moins régulièrement à leurs réunions de section.

Je plains la solitude de nombreux élus municipaux et je pense qu'ils devraient, par principe et pour participer pleinement à la vie de leur cité, avoir un engagement associatif ... Ils éviteraient le découragement et la coupure avec la population.

Des municipalités sont tombées dans l'escarcelle de la droite parce que le lien avec la population était distendu...

Je me rappellerai toujours de la conversation animée que j'ai eue avec Jean Lion, Maire de Meaux trois ans avant l'élection municipale de 1995. Je lui prédisais un échec au scrutin...

Pour moi, l'absence de la gauche municipale sur les marchés et dans les quartiers et la faiblesse de son implication dans les associations risquaient d'être fatal (s).... J'avais le droit au sourire moqueur parce que je militais avec les « petits vieux » dans la Confédération Nationale du Logement sur Meaux.... J'aurais voulu avoir tort....

Copé du RPR-UMP s'est installé sur Meaux et, si la défaite de Jean Lion est due à une conjonction de circonstances, la désertification associative a été un des vecteurs de l'échec de la gauche.

Je pense de plus en plus que la politique ne se fait pas exclusivement dans les états majors mais en relation avec la population et ses forces vives.

L'expérience d'Arcueil pourrait inspirer d'autres équipes. En 1995, une équipe faite pour moitié d'acteurs de la vie locale et pour moitié de membres des partis, PC, PS et Verts, gagne les élections municipales. « Tout ce qui est démarche participative a été mis au cœur a été mis au cœur du programme » relève Anne Buyck. Et de poursuivre : « Aux municipales de 2001, c'est à peu près cette équipe qui se présente à nouveau, sous la conduite de Daniel Breuiller (qui a succédé à Marcel Trigon en 1997), toujours avec cette volonté d'associer des acteurs de la vie locale, avec l'idée que la vie politique n'appartient pas aux seuls membres des partis politiques. »

Évidemment, il ne s'agit pas d'instrumentaliser tel ou tel groupement qui doit

garder jalousement son indépendance mais pour une équipe qui se prononce pour la transformation sociale, de garder un véritable lien social avec la population et de continuer d'agir au local comme citoyen.

Jean-François Chalot

* * * *

Antoine THIVEL (1928-2010).

Notre ami et camarade Antoine Thivel est décédé cette semaine. Une cérémonie aura lieu au funérarium de CUERS (VAR) le MARDI 7 DECEMBRE 13 H , et un hommage lui sera rendu le samedi 18 décembre à NICE au 12 Rue Vernier de 10h à midi.

Pour tout renseignement, tél. : 06 82 91 96 74

**Notre camarade Antoine Thivel,
par Raymond Debord pour *MILITANT*.**

Notre camarade Antoine Thivel, correspondant de Militant à Nice (Alpes Maritimes) est décédé jeudi 2 décembre. Retraité, Antoine était professeur agrégé et professeur honoraire de civilisation grecque à l'université de Nice. Après avoir milité à l'Organisation Communiste Internationaliste dans les années 1960-70, sous l'influence de Pierre Broué, Antoine Thivel avait rejoint de Parti socialiste (1). C'était aussi et surtout un libre penseur, responsable en particulier de l'Association des Libres Penseurs des Alpes Maritimes.

Antoine Thivel a rejoint l'équipe de Militant à la toute fin 2004. Cette adhésion a revêtu pour nous un caractère symbolique important. Nous étions jusqu'ici principalement implantés dans les milieux maghrébins de la région parisienne et dans la mouvance communiste : la fait que quelqu'un venant de l'autre bout de la France, de formation trotskyste «lambertiste» et membre de la gauche du Parti Socialiste nous rejoigne incarnait la capacité de nos idées à se développer plus largement. Antoine est venu à Paris pour rencontrer Dominique Cornet, un de nos cadres centraux et s'est activement investi dans la campagne unitaire pour le «non» au Traité Constitutionnel Européen de 2005, dont le point d'orgue a été pour nous un meeting à Paris en présence de Marc Dolez (2).

Pour autant, les écarts culturels et idéologiques n'ont pas été sans créer de frictions. Antoine a très mal réagi à la publication d'un article d'Amir Saïghi «le Musulman, le sacré et le profane» (3), pourtant très radical dans sa critique de l'Islam. Notre interrogation était alors la suivante : comment se fait-il que quelqu'un d'aussi avisé (4) et cultivé qu'Antoine se laisse aveugler par les

préjugés et aille jusqu'à faire un contresens total sur la signification d'un article théorique ? De fait, sa réaction irrationnelle préfigurait la véritable crise d'identité qui secouait alors les associations militant pour la laïcité, confrontées à la nouveauté de l'affirmation de l'Islam dans l'espace public (5). Amir Saïghi a publié en réponse un second article, «la folie ethno-identitaire ou la pensée en uniforme, ce drôle de drame de la gauche française» (6). Antoine n'a pas donné suite mais a quitté l'association.

Antoine Thivel a spontanément ré-adhéré à l'association Militant en 2008. Ni lui ni nous ne sommes revenus sur cet épisode. Mais pour moi le retour d'Antoine était une double victoire, celle de notre fermeté principielle et de notre capacité d'ouverture. C'était aussi une grande preuve d'intelligence et d'honnêteté intellectuelle de sa part. Payant soigneusement sa cotisation annuelle et répondant à tous les appels financiers de l'association, Antoine a donné un bel article à Militant en 2008, témoignant de son expérience à Grenoble en mai 68 à l'occasion de l'anniversaire de cet événement historique. Il s'est aussi impliqué dans un débat interne de 2009 au sujet de la division des organisations laïques (7), aspirant pour sa part à une renaissance du CNAL(8).

Il laisse une oeuvre importante, en particulier sur la civilisation grecque et en défense de la science contre le paranormal et les superstitions.

Raymond Debord.

(1) *se positionnant avec constance pour son aile gauche, de Nouveau Monde (Emmanuelli, Mélenchon) à Un Monde d'Avance (Emmanuelli-Hamon)*

(2)<http://www.le-militant.org/mouvement/meetingdu26mars.htm>

(3)<http://www.le-militant.org/remu/musprof.htm>

(4) *Extrait d'un texte d'Antoine en 2003 :*

«Les pays occidentaux ne sont pas occupés par une soldatesque musulmane, ce serait plutôt le contraire. On voudrait nous imposer l'amalgame : arabe = musulman, musulman = fanatique, fanatique = terroriste, mais il y a des musulmans tolérants, il y a même des Arabes athées, et tous les musulmans ne sont pas arabes. Certains, affolés par la " montée de l'islamisme ", proposent de " revigorer le vieux christianisme " qui au moins était tolérant (?) pour barrer la route à l'islam. Mais ce serait céder à la pression conjointe des extrémistes musulmans et des médias qui jouent leur jeu en faveur d'autres extrémistes, ceux qui attendent leur revanche sur la Révolution française et la loi de 1905. La réalité est tout autre : à notre époque, la laïcité progresse dans tous les esprits, y compris chez ceux qui ont reçu une formation chrétienne, juive ou musulmane. La laïcité n'est pas une religion, ce n'est pas non plus une anti-religion, ce n'est pas " l'exception française ", c'est un idéal universel. On sait depuis longtemps que les journalistes cherchent avant tout le sensationnel, mais jeter de l'huile sur le feu, jouer avec les nerfs et la conscience des citoyens, c'est un travail aux conséquences néfastes. Il faut savoir raison garder, et expliquer inlassablement que les droits de l'homme, la laïcité et les acquis sociaux doivent être défendus et étendus, et qu'on ne combat pas le fanatisme par un contre-fanatisme, mais par la tolérance, que Voltaire, au

XVIIIème siècle, définissait parfaitement : " Je ne partage pas vos idées, je les combats, mais je me battraï jusqu'au bout pour que vous puissiez les exprimer. "

(5) Cette crise a débouché pour une partie d'entre elles sur une dérive vers des positions ouvertement fascistes, incarnées entre autres par le site Riposte Laïque

(6) <http://www.le-militant.org/remu/ethno.htm>

(7) Antoine Thivel : sur l'unité des «laïques»

(8) http://fr.wikipedia.org/wiki/Comité_national_d'action_laïque
http://fr.wikipedia.org/wiki/Comité_national_d'action_laïque

* * * *

Denis Pelletier pour l'Association des Libres Penseurs de France.

Antoine THIVEL (1928 – 2010)

Antoine Thivel est décédé le 2 décembre 2010. Antoine était adhérent depuis quinze ans à la Libre Pensée quand, en 1995, avec l'ensemble de la fédération des Alpes Maritimes alors présidée par son ami Georges Campos, il a rejoint l'ADLPF à sa création. A la disparition de Georges, en mai 2002, Antoine a, tout naturellement, pris sa succession à la tête de la fédération départementale devenue l'Association des Libres Penseurs des Alpes Maritimes (ALPAM). Il en a assuré la présidence jusqu'à aujourd'hui. En 2007, c'est lui qui a été la cheville ouvrière de l'organisation du congrès national de l'ADLPF à Nice. Élu en 1999, au congrès de Niort, il a été membre du conseil d'administration de l'ADLPF jusqu'en 2004. En 2007, au congrès de Nice, il a repris du service au niveau national en devenant vice-président de notre mouvement. Cette fonction ne fut pas purement honorifique puisqu'en 2008, au congrès de Sarlat, Antoine a dû remplacer le président indisponible. C'est à cette occasion qu'il a gratifié les délégués et militants d'une brillante conférence d'avant congrès sur *l'actualité du « discours sur la servitude volontaire », d'Etienne de La Boétie*, l'enfant du pays sarladais. En mars dernier, le conseil d'administration l'a porté à la présidence de l'ADLPF jusqu'au congrès de La Bonneville. A ce titre, c'est lui qui a animé les séances du C.A. et qui a rédigé le rapport moral de l'association. En septembre, il enrageait de ne pouvoir participer au congrès. La maladie était déjà là et son médecin lui avait interdit tout déplacement.

Militant impliqué, Antoine, plus encore qu'un administrateur, aura été un penseur de notre mouvement. Agrégé de lettres classiques, docteur es lettres, professeur émérite de civilisation grecque à l'Université de Nice, ce fin lettré aura mis sa profonde intelligence et sa brillante culture au service de son engagement humaniste, social et rationaliste. Obsédé de justice sociale, il a gardé jusqu'à la fin sa foi athée de révolutionnaire marxiste et sa capacité d'analyse politique d'une pertinence rare. Il a œuvré en permanence pour l'unité des laïques authentiques, se démarquant à équidistance de ceux qui substituent la

reconnaissance des cultures communautaires à l'universalisme des droits de l'Homme d'une part et, d'autre part, de ceux qui confondent la neutralité institutionnelle avec le rejet des individus.

Dans les associations où il militait – l'ADLPF, mais aussi le Cercle Ernest Renan où il devait encore faire une conférence sur Pythagore le 16 décembre prochain, l'Association Française pour l'Information Scientifique (AFIS) dont il fut membre du conseil d'administration... - il travaillait à l'émancipation de l'individu, luttant en permanence contre les cléricatismes, les intégrismes et l'irrationnel. Au sein du FURAL et de nombreux autres collectifs, il voulait que se constituât un outil permettant de combattre le vieux monde où domine le capitalisme inhumain appuyé sur l'obscurantisme des religions, et d'agir pour l'édification d'un monde de justice sociale et de liberté.

Il nous reste ses écrits, trop rares, mais toujours riches, intelligents et efficaces. Outre l'ouvrage qu'il a laissé à l'ADLPF, « *Les Origines du Christianisme* », on pourra se référer aux plus récents : ses éditoriaux de *La Raison Militante* (« *Comment faire l'unité des laïques ?* », « *La laïcité, un problème politique* », « *Quand la République bégaie* »), sa « *Lettre ouverte à Caroline Fourest* » et son article « *Faut-il admirer les kamikazes ?* », ainsi que son dernier livre rédigé avec son ami, notre camarade Elie Volf, « *Faut-il croire à tout ?* » où sont démystifiées les billevesées des pseudo-sciences.

Jusqu'à la fin, Antoine a mené le bon combat, pour la liberté, la démocratie, la laïcité et l'émancipation de l'individu dans tous les domaines. Il a bien mérité de la Pensée Libre. Avec lui, nous perdons un ami sûr et un camarade d'une valeur inestimable. Que sa compagne Michèle, sa famille et ses proches reçoivent nos très sincères condoléances.

Pour le Conseil d'Administration de l'ADLPF,

Le président : Denis PELLETIER

La cérémonie aura lieu au crématorium de CUERS 83 Mardi à 13h. et un hommage lui sera rendu le samedi 18 décembre à NICE au 12, Rue Vernier de 10h à midi, pour tout renseignement : tél. : 06 82 91 96 74. Merci de votre présence

* * * *

A propos du legs intellectuel d'Antoine Thivel.

Comme le dit Denis Pelletier et comme le montre aussi le texte de Raymond, Antoine Thivel était un penseur. Il est probable qu'il laisse des écrits inédits et certainement de valeur au plan philosophique et politique. Souhaitons que ses proches et ses camarades contribuent à leur publication.

Je voudrais ici, en quelques mots, compléter ces hommages en disant que

personnellement, le nom d'Antoine Thivel m'était connu depuis longtemps, pour en avoir entendu parler quand j'étais militant étudiant à l'OCI à Grenoble, puis pour avoir vu des articles de lui dans les vieilles "Vérité". Articles de polémique à l'encontre du structuralisme et d'Althusser dans lesquels Antoine inaugurerait une veine qui sera ensuite reprise et amplifiée, d'une part par Pierre Fougeyrollas, d'autre part par Denis Collin. C'est, je crois, typique d'Antoine Thivel : éveillé d'idées, il ouvre des pistes, mais modestement, et aussi parce qu'il doute et qu'il veut approfondir, il ne se mettra pas en avant par la suite.

Une chose frappante chez lui, c'était son écriture. Ses lettres, toujours manuscrites et non pas imprimées, étaient d'une écriture ronde, claire et souple d'instituteur du début du siècle dernier, de ceux qui écoutaient Jaurès tout en étant des "amants passionnés de la culture de soi-même" comme disait Pelloutier, sans Dieu, ni maître, ni patrie, autre que la patrie des libres esprits militants.

Vincent Présumey.

* * * *

Claire Villiers (1951-2010).

Claire Villiers, figure historique de l'opposition de gauche dans la CFDT et de l'extrême-gauche chrétienne, militante politique et associative, est morte cette semaine après une lutte très longue contre un cancer, une lutte en partie victorieuse puisque Claire Villiers a tenu des années et continué à militer dans la mesure où sa santé le lui permettait. Plusieurs d'entre nous l'ont connue, appréciée, sans être toujours d'accord avec elle, dans les actions d'organisation des chômeurs, les luttes pour que les secteurs les plus opprimés du prolétariat s'organisent par eux-mêmes. Nous reproduisons ci-dessous les textes de la fondation Copernic et du syndicat SNUTEFI-FSU à la fondation duquel, quittant finalement la CFDT en 2003, elle avait participé.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 8 décembre à 13h 30 à l'église Saint-Pierre Saint-Paul à Colombes, 11 rue Beaurepaire - des dons à l'association CCFD-Terre Solidaire sont souhaités plutôt que des fleurs.

Pour un aperçu de Claire Villiers sur elle-même, son cheminement militant et ses réflexions, voir son interview dans Vacarme Numéro 12 "On veut aller où ?" consultable à l'adresse : <http://www.vacarme.org/article35.html>

Communiqué de la Fondation Copernic.

Claire Villiers est morte le vendredi matin 3 décembre 2010. Elle avait un cancer depuis 15 ans, qui a fini par prendre sa vie malgré toute la rage qu'elle a mis à le tenir à

distance, en continuant ses combats, en affirmant ses convictions, alors que l'ombre de la maladie s'étendait sur elle. Elle nous a tant appris.

Claire vivait au quotidien son engagement contre l'injustice sociale et contre ce capitalisme financier qui écrase nos vies. Elle le vivait dans ses relations avec les autres, dans ses choix personnels et politiques.

Elle était une de ces militantes de la JOC, qui a très vite décidé de prolonger son engagement chrétien en s'inscrivant dans le syndicalisme militant à la gauche de la CFDT. Elle a été l'une des figures essentielles de l'opposition à la ligne de cogestion de ce syndicat, qu'elle quitta avec d'autres pour militer au SNU.

Elle est entrée à l'ANPE en 1975 et ne cessait d'expliquer combien le chômage déstructurait les individus et pulvérisait leur rapport au monde. Elle fut co-fondatrice d'AC! et très impliquée dans le mouvement des chômeurs et précaires de la fin des années 1990.

Estimant nécessaire de faire le lien entre son engagement dans le mouvement social et la construction d'une alternative politique au libéralisme, elle a été, avec Marie-Georges Buffet, tête de liste de la Gauche Alternative et Citoyenne aux élections régionales d'Ile de France en 2004. Éluë conseillère régionale dans les Hauts-de-Seine, elle était devenue vice-présidente de la région chargée de la démocratie sociale jusqu'en 2010. Plus que tout, elle aurait voulu continuer de combattre concrètement et localement les discriminations, de soutenir les associations de jeunes, de femmes, de luttes pour les droits, qui étaient pour elle l'expression vivante de la démocratie.

Elle considérait comme essentiel cet espace de pensée, cette passerelle entre le mouvement social et la gauche de transformation qu'est la Fondation Copernic dont elle a été Co-Présidente jusqu'en 2004. Elle a d'ailleurs activement participé à la campagne de la gauche antilibérale contre le Traité constitutionnel en 2005, avec la Fondation Copernic, puis a soutenu la candidature de José Bové à l'élection présidentielle de 2007, devenant l'une de ses porte-parole de campagne. Elle avait ensuite rejoint la FASE, dans le même esprit de construction d'une force alternative et sociale à gauche de la gauche.

Mais toute cette cohérence personnelle entre ses idées, sa vie et ses combats, ne suffirait pas vraiment à expliquer ce que nous avons perdu en perdant Claire, son exceptionnelle imagination politique, son éternel sourire, sa bienveillance paisible, son souci absolu de l'autre, bien plus que d'elle-même.

Nous sommes aux côtés de sa famille et de ses proches, dont nous partageons l'infinie tristesse.

Message du SNUTEFI-FSU

Claire Villiers vient de nous quitter ce matin.

C'est une perte immense pour nous toutes et tous et qui va bien au-delà de notre champ professionnel et syndical. Claire était entrée à l'ANPE en 1975 et a eu des responsabilités nationales essentielles dans l'animation de la CFDT-ANPE, puis elle a appartenu au SNU-ANPE dès sa naissance.

Naturellement elle a eu également un rôle central dans l'animation de la gauche CFDT. Claire a marqué l'histoire du mouvement social en étant plus particulièrement une des fondatrices et des animatrices du mouvement des chômeurs, en participant à la création d'Agir ensemble contre le Chômage et en devenant sa porte parole.

Elle avait décidé, avec d'autres, de porter la voie du mouvement social, de son expérience syndicale et associative dans la sphère politique, en se présentant aux élections régionales en Ile de France en 2004 dans le cadre de la liste antilibérale Alternative Citoyenne. Éluë conseillère régionale, elle est devenue vice-présidente de la région Ile de France, chargée du dossier de la démocratie sociale.

Pour nombre d'entre nous, elle a marqué notre vie, par cette soif insatiable de justice sociale, de combat pour les opprimés dont elle est porteuse, avec une volonté farouche. Claire avait le génie de mettre les gens ensemble, de les faire s'exprimer et combattre, de nous rendre plus exigeant contre les souffrances humaines, plus solidaires et plus intelligents.

Dans ce mot écrit à la hâte nous ne pouvons pas refléter toute la richesse de sa vie, mais nous tenons à souligner son engagement à l'égard de l'unité intersyndicale et ses profondes convictions féministes et internationalistes.

Elle a combattu pendant 16 ans la maladie qui vient de l'emporter. Nous n'avons pour l'instant pas la date de ses obsèques et du moment où beaucoup pourront venir témoigner ce qu'elle était pour nous et ce qu'elle nous a donné.

Le vide est là, et le combat contre ce système et ses désastres est un peu plus difficile ce matin, mais dans la douleur et l'émotion, nous le continuons.

Paris le 03 décembre 2010

* * * *



www.le-militant.org